

Gironde : qui va s'implanter sur les friches de l'usine Ford ?



Le site de Ford laissera place à une immense friche de plus de 80 hectares. ©
Crédit photo : archives guillaume bonnaud

Par Nicolas César

Publié le 31/07/2020 à 8h24

Bordeaux Métropole a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la réindustrialisation du site de Ford. « Sud Ouest » dévoile deux projets

La fermeture le 1er octobre 2019 de l'usine Ford à Blanquefort, qui employait 850 salariés, a laissé le sentiment d'un immense gâchis. Faute de repreneur, le site créé en 1973 est désormais en cours de dépollution et de démantèlement. Il laissera place à une immense friche de plus de 80 hectares.

En attendant la dépollution totale du site, Ford a cédé à Bordeaux Métropole un terrain prêt à l'emploi, « Les circuits », de 12,7 hectares, connecté à la ligne C du tramway. Pour lancer au plus vite la revitalisation de ce gigantesque site industriel, la collectivité a lancé un appel à manifestation d'intérêt, axé sur l'industrie du futur et intégrant la transition écologique. Il a été clos le 10 juillet.

Leader de la logistique du vin

« Sud Ouest » peut d'ores et déjà vous dévoiler deux dossiers de « poids » qui ont été déposés. Hydrogène de France envisage d'y créer une usine de piles à combustibles (lire ci-dessous). Tandis que des industriels locaux, rassemblés sous l'association Winelogistics CampLus, veulent faire de Bordeaux « le » pôle mondial de logistique des vins et spiritueux.

Le projet est porté par la société Dartess, déjà implantée sur Blanquefort, numéro 1 français de la logistique des vins et spiritueux. Elle est épaulée par la CCI Bordeaux-Gironde très impliquée dans l'économie du secteur des vins et spiritueux (Vinexpo, Bordeaux City Bond...) et le groupe Castel, dirigé par Pierre Castel (8e fortune de France), leader français du vin et numéro 2 de la bière en Afrique. Mais aussi le CIVB (Conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux), le Crédit Agricole d'Aquitaine et Inno'Vin, cluster régional de la filière vitivinicole, qui rassemble aujourd'hui plus de 170 acteurs.

« Bordeaux est la première place mondiale du négoce de vins. Mais, elle n'est pas identifiée sur la logistique du vin, qui a longtemps été considérée comme un accessoire et trop peu comme un levier de performance », explique Jean-Eudes Tesson, président du groupe Tesson, propriétaire de Dartess. Or, « le confinement a montré le rôle majeur de la logistique dans toute la chaîne d'approvisionnement de notre économie », souligne-t-il. En outre, avec le Brexit, Bordeaux a l'opportunité de récupérer des parts de marché du stockage sous douane de grands crus classés, puisque Londres pourrait perdre son avantage fiscal en quittant l'Union européenne.

200 emplois à la clé

Le projet vise à construire 30 000 m² de nouveaux bâtiments de stockage (ce qui représente 30 millions d'investissement) pour l'embouteillage, le stockage de matières sèches (bouchons, barriques, bouteilles vides...), l'impression d'étiquettes. Avec, en outre, un centre de formation dédié à la supply-chain du vin et des activités industrielles, ainsi qu'un incubateur de start-up dédiées aux innovations des métiers de la logistique et de l'innovation dans la filière vitivinicole. Une base transport pour la logistique urbaine « propre » intégrant le concept de « dernier kilomètre » serait également mise en place. Sans oublier un ensemble mêlant coworking, hôtel et salles de réunion. Au total, le projet mobiliserait 50 000 m² et un investissement de plus 40 millions d'euros.

« Il pourrait créer environ 200 nouveaux emplois directs », met en avant Jean-Eudes Tesson, qui estime que le projet peut être construit en deux ans.

Par ailleurs, le consortium, rassemblé autour de Winelogistics CampLus, entend proposer une offre intégrée et mutualisée de services logistiques pour accompagner les PME, les industries du site et de la commune, afin de rationaliser les déplacements et les flux. Sous la marque Factory Logistics. Car, à Blanquefort, il y a pas moins de 300 industries. Avec l'ambition d'améliorer à la fois les performances industrielles et environnementales. Car, aujourd'hui, les PME indépendantes gèrent chacune de leur côté leurs questions logistiques, ce qui est coûteux et peu efficace. Sans compter les impacts négatifs en termes de pollution.

Bordeaux Métropole va désormais plancher cet été sur les dossiers déposés par les 11 candidats sur l'énergie (photovoltaïque, biomasse...), les mobilités de demain, l'industrie (construction durable, logistique 4.0...). Elle devrait donner une réponse d'ici la fin de l'année. « La Métropole, avec ses partenaires, la Ville de Blanquefort et la Région, privilégiera un projet industriel innovant et créateur d'emplois », précise son président Alain Anziani. Seule certitude à ce stade, ce ne sera pas Amazon. Il y a quelques semaines, les élus métropolitains avaient déjà mis leur veto à l'hypothèse d'une implantation du géant américain sur les terres de l'ex-usine de Ford Blanquefort.

Un projet d'usine de piles à combustible

Il y a encore quelques années, il était difficile d'imaginer le Lormontais Hydrogène de France (HDF) construire une usine de piles à combustible sur le territoire métropolitain. Mais, aujourd'hui, l'hydrogène a le vent en poupe. À tel point que le président de la République, Emmanuel Macron, a cité trois fois le mot hydrogène dans son discours du 14 juillet. Il faut dire que l'Europe a fait de l'hydrogène une priorité pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Dans ce contexte, le projet de la PME Hydrogène de France de faire émerger d'ici fin 2022, sur le terrain des « Circuits » à Blanquefort, la première usine au monde de fabrication en série de piles à combustible de forte puissance, devient plus que jamais crédible. Un projet d'usine de 4 000 m², qui prévoit déjà une extension rapide de 2 000 m². Avec à la clé, plus de 100 emplois potentiellement

en deux ans. D'ailleurs, la Région a voté vendredi 17 juillet une subvention de 680 000 euros en sa faveur pour appuyer ce projet.

De multiples projets

Car, même si Damien Havard, un entrepreneur issu du monde du BTP, qui a organisé le salon régional des pros du bâtiment Aquibat, n'est pas du sérail de l'hydrogène, il commence à percer dans ce monde. Ainsi, depuis décembre, il a un accord de transfert de technologie avec le puissant Canadien Ballard Power Systems sur des piles à combustible (Pac) de forte puissance supérieure à 1 MW. Progressivement, des perspectives s'ouvrent. Son chiffre d'affaires devrait passer de 2,5 à 8 millions d'euros en un an. Et, « en huit mois, notre potentiel de marché a triplé », avance Damien Havard, qui a fondé l'entreprise en 2012. À l'image du marché signé en avril avec ABB pour produire des piles à combustible de forte puissance pour le transport maritime. Le 7 juillet, la société girondine s'est aussi associée avec le Palois Terega, acteur du transport du gaz, pour développer du stockage géologique, en cavité saline, d'hydrogène vert à l'échelle européenne.

Lundi, Hydrogène de France, qui ne compte encore que trente salariés, s'est positionnée sur l'appel à manifestation d'intérêt du gouvernement de Nouvelle-Calédonie pour le remplacement de la centrale électrique située à Nouméa. En proposant la plus grande centrale électrique au monde à hydrogène, intégrant 80 % d'énergie renouvelable. Un projet d'un montant d'investissement d'un milliard d'euros.

Reste maintenant à savoir si Bordeaux Métropole et ses partenaires vont sélectionner ce projet dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour la réindustrialisation du site de Ford.

N. C.



Damien Havard. © Crédit photo : archives Yannick Delneste